

certaines intentions".* Ce rapport concluait ainsi: "Tous les témoignages recueillis jusqu'ici indiquent qu'il s'agit d'une attaque calculée et concertée, qui a été préparée et déclenchée dans le secret". Dans un autre message, la Commission, s'appuyant sur son expérience, exprimait sa conviction que "la Corée du Nord ne se soumettra nullement aux résolutions du Conseil et qu'elle n'acceptera pas les bons offices de la Commission". Enfin, l'une de ces communications indiquait qu'à la lumière de tous les renseignements obtenus, y compris ceux provenant des observateurs militaires, la Commission se rangeait à l'opinion que l'attaque nord-coréenne constituait une invasion de grand style et soigneusement préparée et que les forces des Sudistes, qui n'étaient déployées que d'une façon défensive, avaient été prises à l'improviste.†

Le 26 juin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. L. B. Pearson, présenta à la Chambre des communes son premier rapport sur les événements survenus en Corée et les mesures prises par le Conseil de sécurité le 25 juin. M. Pearson signala également que l'on prenait des dispositions pour assurer la sécurité des Canadiens en Corée.

A midi, le 27 juin, le Président Truman déclara dans un communiqué: "L'attaque contre la Corée prouve hors de tout doute que le communisme ne se limite plus à la propagande subversive pour conquérir les nations indépendantes, et qu'il va maintenant recourir à l'invasion armée et à la guerre".‡ Parce qu'on s'était moqué de la résolution votée par le Conseil de sécurité en vue de sauvegarder la paix, le Président ajouta qu'il avait "ordonné à l'aviation et à la marine des États-Unis de protéger et de soutenir les troupes du Gouvernement de Corée".

A trois heures de l'après-midi, le 27 juin, le Conseil de sécurité se réunit de nouveau pour étudier les rapports reçus de la Commission pour la Corée. Comme les Coréens du Nord n'avaient pas tenu compte de la résolution adoptée le 25 juin par le Conseil de sécurité, une nouvelle résolution fut adoptée par sept voix contre une (Yougoslavie), l'Inde et l'Égypte s'abstenant de voter et l'U.R.S.S. étant absente. Cette dernière résolution recommandait aux "membres des Nations Unies d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationales".** L'Inde appuya ultérieurement cette résolution.

* Voir annexe 4, p. 21.

† Voir annexe 8, p. 26.

‡ Voir annexe 5, p. 23.

** Voir annexe 6, p. 24.